# Art. 19 Secteur protégé de type « environnement construit – C »

Pour le respect, la conservation et la mise en valeur des secteurs protégés de type « environnement construit – C », arrêtés par la partie graphique du PAG, les prescriptions sont précisées de la manière suivante.

## Art. 19.1 Implantation et alignement

L’implantation des constructions doit être respectueuse du contexte urbanistique existant et notamment des constructions en place qui constituent le tissu bâti existant du secteur protégé.

Une nouvelle construction doit reprendre l’alignement de façade existant des constructions voisines. Si les deux constructions voisines n’ont pas le même alignement, l'alignement de la façade de la nouvelle construction doit se situer entre les deux alignements voisins.

## Art. 19.2 Parcellaire

Les ensembles de constructions projetées sur plusieurs parcelles doivent reproduire le parcellaire similaire en le traduisant en volume, en rythme des façades et en forme de toiture.

## Art. 19.3 Hauteur

En cas de rénovation, de transformation ou pour une nouvelle construction, le bâtiment doit reprendre le nombre de niveaux des constructions voisines et se raccorder à la hauteur de la corniche et du faîte des constructions principales voisines.

## Art. 19.4 Ouverture et façade

Pour les façades visibles à partir de la voie publique, la proportionnalité des surfaces pleines ainsi que la forme des ouvertures dans les façades des constructions principales et annexes sont à respecter. En cas de rénovation, de transformation ou pour une nouvelle construction, les façades, doivent s’intégrer harmonieusement dans le secteur. Le recours à une architecture contemporaine de qualité est à rechercher.

## Art. 19.5 Toiture

En cas de rénovation, de transformation ou pour une nouvelle construction, la toiture doit se raccorder aux toitures adjacentes en ce qui concerne la forme et le volume, ainsi qu’à la saillie de la corniche, caractéristiques des constructions environnantes.

# Art. 20 Dispositions spécifiques

## Art. 20.1 Implantation, marge de reculement et gabarit des constructions

Une augmentation ou une diminution des reculs peut être accordée ou imposée pour des raisons urbanistiques, d’adaptation de la construction à la topographie des terrains, à l’alignement des immeubles existants et de sécurité de la circulation.

Afin de permettre la réalisation d’un raccord harmonieux d’une nouvelle construction à des immeubles existants, ayant soit une hauteur de corniche et de toiture soit une marge de reculement qui ne correspondent pas aux prescriptions de la zone dans laquelle ils se situent, le bourgmestre peut accorder des dérogations concernant le nombre de niveaux admis par zone, en se limitant à une réduction ou à une augmentation d'un niveau, la hauteur des constructions et des toitures, les reculs sur les limites ainsi que la forme du toit.

Toute construction, reconstruction ou transformation faisant partie d'un bloc de maison existant ou projeté, doit se raccorder à la hauteur de la corniche et du faîte de l'ensemble du bloc. Le nombre des niveaux des constructions accolées existantes peut être exigé.

Le Bourgmestre peut déroger aux prescriptions à condition que les mesures proposées par le maître d’ouvrage garantissent une meilleure qualité architecturale.

Les constructions, aménagements et affectations d’immeubles autorisés avant l’entrée en vigueur de la présente partie écrite gardent leur validité. Des transformations et agrandissements sont permis à condition de ne pas dépasser les limites maximales relatives des différentes zones. Les surfaces d’activités dûment autorisées avant l’entrée en vigueur de la présente partie écrite peuvent accueillir d’autres activités à condition que ces activités soient compatibles avec les prescriptions des différents règlements.

Les constructions existantes et dûment autorisées sous le régime d’une réglementation antérieure et qui ne répondent plus aux dispositions du règlement en vigueur peuvent être reconstruites selon l’implantation, le gabarit et l’affectation originels en cas de sinistre.

Une construction temporaire du type vérandas peut être autorisée dans les marges de reculement avant et/ou latérales sous respect des conditions suivantes:

* l’affectation de la construction principale doit être de type HORECA (hôtels, restaurants, cafés);
* l’implantation de la véranda doit se faire sur la propriété même de la construction principale, ou sur la propriété mise à disposition (convention de la mise à disposition à fournir avec la demande de permis);
* la véranda doit s’intégrer de manière harmonieuse à la construction principale;
* l'implantation de la véranda doit respecter les dispositions du Code Civil (art 675 à 680) en matière de vue directe,
* en cas de changement d’affectation / d’arrêt des activités de l’entreprise, le propriétaire s’engage à remettre le site en conformité avec le présent règlement.

## Art. 20.2 Assainissement énergétique

Une diminution des reculs sur les limites de parcelle peut être accordée pour permettre l’isolation thermique extérieure d’un immeuble existant. Un dépassement de l’isolation thermique sur le domaine public peut être accordée, à condition de garantir un trottoir d’une largeur de 1,50 mètre au minimum, et ce, sans donner droit à l’aliénation du domaine public. La matérialisation de la limite de propriété doit rester visible.

Une augmentation de la profondeur totale de l’immeuble peut être accordée pour permettre l’isolation thermique extérieure d’un immeuble existant.

Une augmentation de la hauteur totale du faîte de l’immeuble peut être accordée pour permettre l’isolation thermique extérieure d’un immeuble existant.

## Art. 20.3 Cession de terrains

Avant l’octroi d’une autorisation de construire, le collège échevinal peut demander la cession d’une emprise du terrain à bâtir afin de réaliser ces travaux, conformément à l’article 34 point (5) de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain.

## Art. 20.4 Construction en deuxième position

Dans les PAP QE de la zone d’habitation 1, zone d’habitation 2, zone mixte urbaine et zone mixte villageoise, aucune construction servant à l'habitation ou à une destination assimilée servant au séjour de personnes ne peut être autorisé en deuxième position.

Seules sont admises en deuxième position des constructions abritant des constructions complémentaires avec l’habitat, en outre; des abris de jardins, serre, abris d’animaux, piscines et constructions similaires.

## Art. 20.5 Construction jumelée ou en bande

L'ensemble des constructions groupées doit être constitué d'entités séparées par leur entrée principale, leur accès piétonnier et la circulation verticale (escalier et ascenseur). Il est toutefois admissible que certains locaux ou installations soient organisés en commun (chauffage, garage, buanderie et pièces similaires).

Pour la détermination des marges de reculement, l'ensemble des constructions est pris en considération.

Chaque entité doit se trouver sur une seule parcelle cadastrale.

## Art. 20.6 Construction érigée aux angles de rue

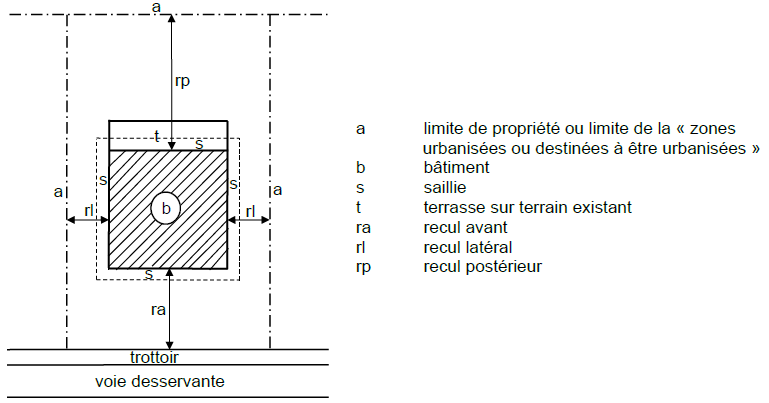
Pour les constructions érigées aux angles de rue, des conditions spéciales telles que pans coupés, angles arrondis, retraits sur les alignements, pourront être imposées dans l'intérêt de la sécurité de la circulation.

# Art. 21 Prescriptions dimensionnelles

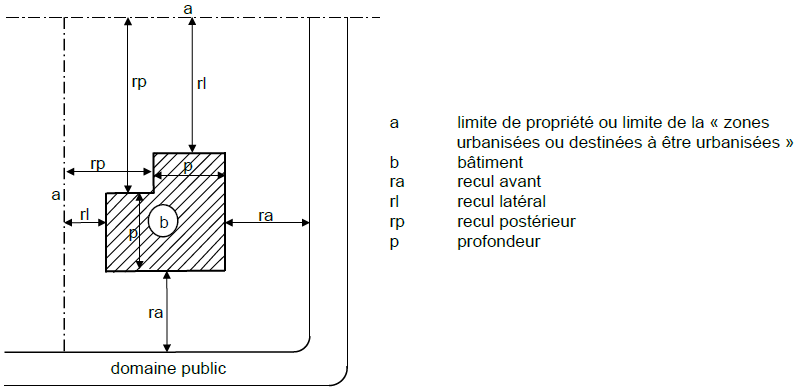
## Art. 21.1 Mesure des marges de reculement

Le recul des constructions sur les limites de propriété est mesuré perpendiculairement dès le nu de la façade, compte non tenu des terrasses non couvertes, des seuils, des perrons, des balcons, des arcs, (fermés latéralement ou non) et autres installations semblables.

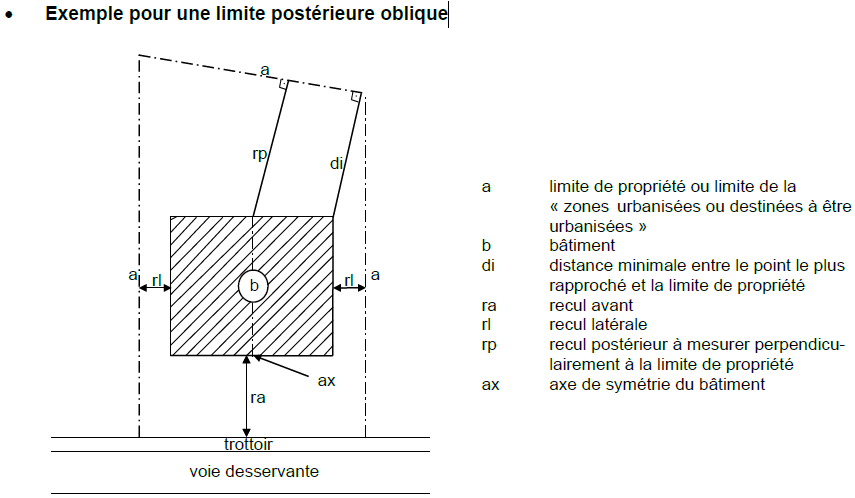
Dans le cas où une limite de la parcelle va au-delà de la « zone urbanisées ou destinées à être urbanisées », les marges de reculement sont mesurées à partir de la limite de propriété et à partir de la limite de la « zone urbanisées ou destinées à être urbanisées ».



Sur les parcelles sises à l'angle de deux rues, les reculs des constructions à observer sont les suivants.



Lorsque la façade d’un immeuble se présente obliquement par rapport aux limites de propriété, le recul des constructions est mesuré à partir de l’axe de symétrie du bâtiment, perpendiculairement à la limite de propriété. Au point le plus rapproché « di », le recul des constructions ne peut pas être inférieur à 2,00 mètres. Cette exception n’est pas applicable si la limite de propriété est aux abords du domaine public.

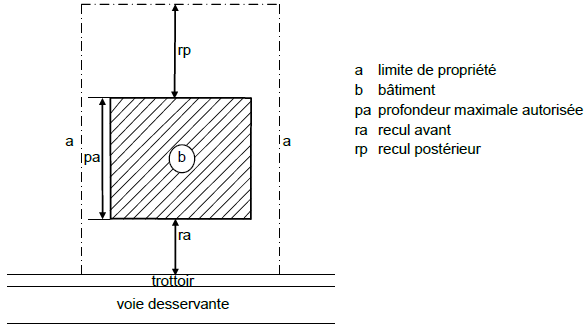


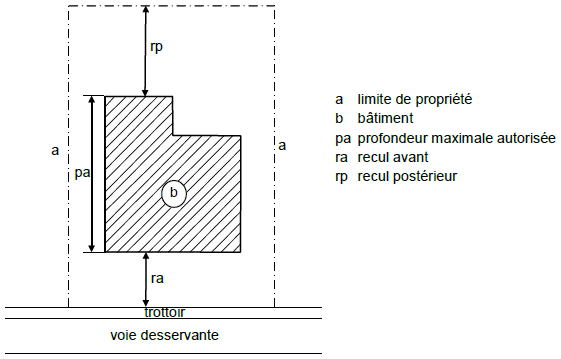
## Art. 21.2 Mesure de la profondeur des constructions

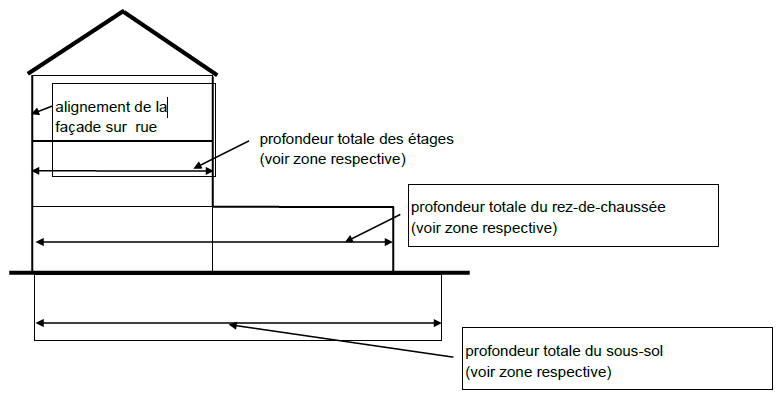
La profondeur des immeubles, au rez-de-chaussée et aux étages, compte pour tous les volumes couverts clos ou non clos, chauffés ou non chauffés. La profondeur est mesurée depuis la façade avant et entre façades frontales opposées, sur le plan du niveau de plus grande surface.

Pour les constructions formées par deux ou plusieurs corps de bâtiment, la profondeur des bâtiments, définie conformément à l'alinéa premier, est mesurée entre les façades frontales opposées de chaque corps de bâtiment. Lorsque les façades frontales d'un bâtiment ne sont pas parallèles, la profondeur la plus grande est déterminante.

Les terrasses non couvertes, les balcons, les avant-corps et les saillies ne sont pas pris en compte dans le calcul de la profondeur.



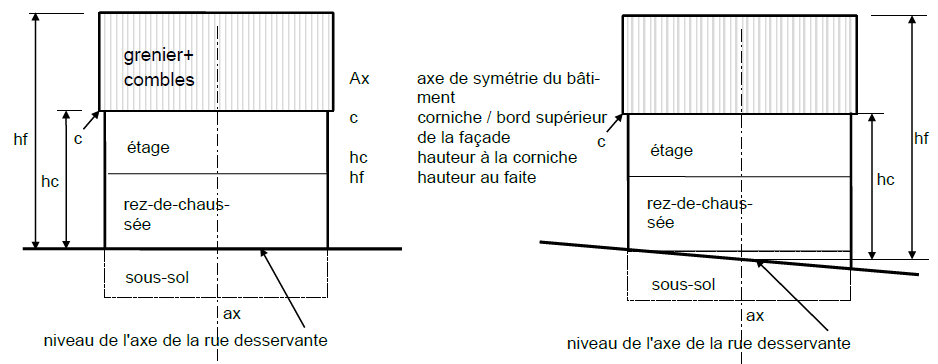


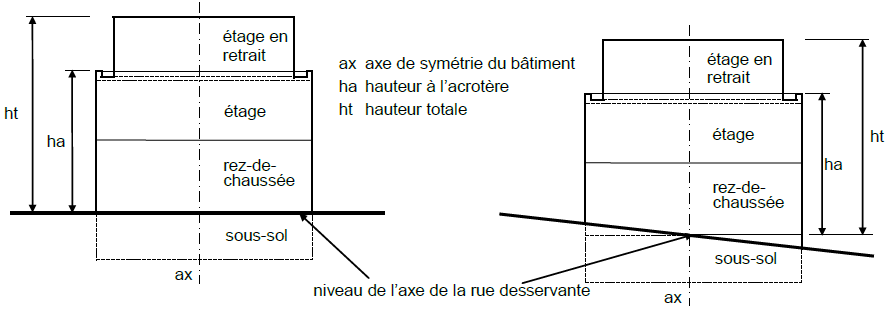


## Art. 21.3 Mesure de la hauteur des constructions

La hauteur à la corniche ou à l’acrotère des constructions est la différence entre le niveau de l'axe de voie desservante et le niveau de la corniche ou du bord supérieur de la façade, respectivement de l’acrotère. Elle est mesurée au milieu de la façade. La hauteur des constructions de la « Zone spéciale – WSA [SPEC-w] » est calculée à partir du terrain naturel.

La hauteur du faîte est la différence entre le niveau de l'axe de voie desservante et le niveau du faîte principal. Elle est mesurée au milieu de la façade.

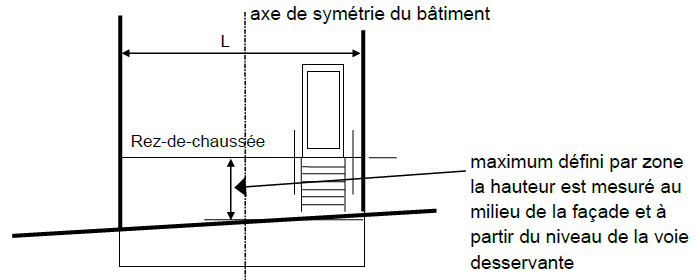




Pour les dépendances, la hauteur est définie comme la différence moyenne entre le niveau du terrain existant et le niveau de la corniche et du faîte, mesuré dans l’axe de la façade frontale.

## Art. 21.4 Mesure de la hauteur du niveau du rez-de-chaussée

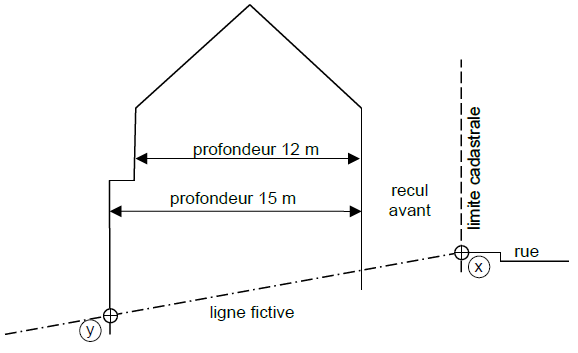
Le niveau du rez-de-chaussée peut dépasser le niveau de la voie desservante. Ce dépassement est défini pour chaque PAP QE et est mesuré dans l’axe de symétrie du bâtiment.



Le niveau du rez-de-chaussée peut se situer à 0,50 mètre en dessous du domaine public, mesuré dans l’axe de symétrie du bâtiment.

## Art. 21.5 Terrain à pente

Un terrain est appelé « terrain en pente » uniquement si la pente de la ligne fictive, mesurée depuis un niveau 0.00 mètre à prendre contre la limite de la parcelle le long du domaine public (X) et le bas de la façade arrière (Y) est supérieure ou égale à 15%.



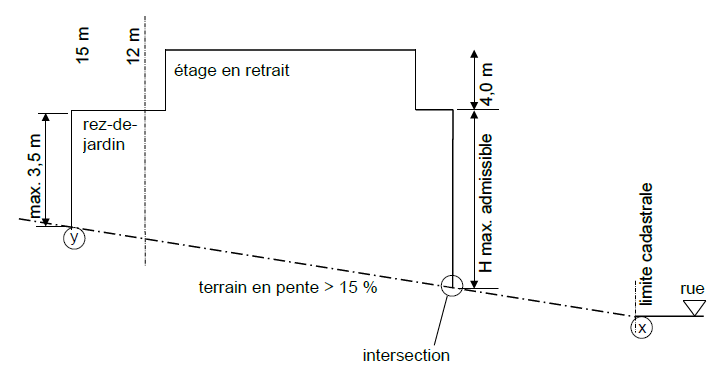
Dans les terrains en pente (plus de 15%), le volume du sous-sol peut dépasser le terrain existant de 1,00 mètre au maximum. Ce dépassement peut être aménagé en terrasse d'une profondeur maximale de 4,00 mètres. Les parties du sous-sol au-delà de la terrasse doivent être recouvert d'une couverture végétale de 0,30 mètre d’épaisseur au minimum.

## Art. 21.6 Mesure de la hauteur des constructions dans un terrain à forte pente

### Art. 21.6.1 Rue en aval

Pour les constructions situées dans des terrains avec une pente en amont par rapport à la rue et supérieure ou égale à 15%, la hauteur de l’acrotère ou de la corniche est mesurée dans l’axe de la construction depuis l’intersection du bas de la façade avec le terrain naturel existant. La hauteur maximale admissible pour ces constructions est à prendre dans les zones respectives. Le niveau du rez-de-chaussée peut dépasser 1.60m par rapport à la rue. Le sous-sol doit être entièrement enterré, excepté l’accès au garage.

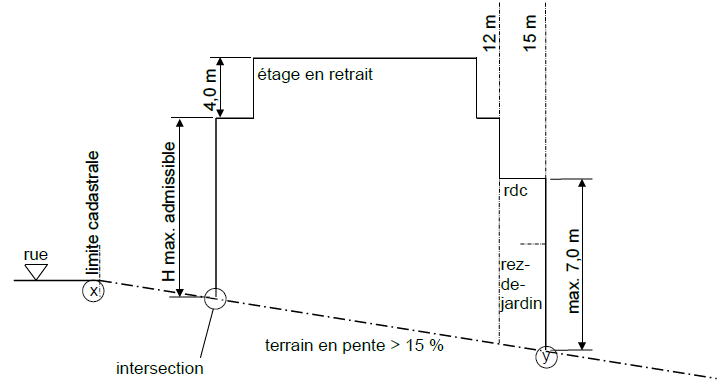
Un rez-de-jardin jusqu’à une profondeur de 15m est permis. Toutefois, la hauteur maximale de la façade arrière du rez-de-jardin est limitée à 3.50m par rapport au terrain naturel existant. La toiture du rez-de-jardin doit cependant rester inférieure ou égale à la hauteur maximale admissible dans cette zone.

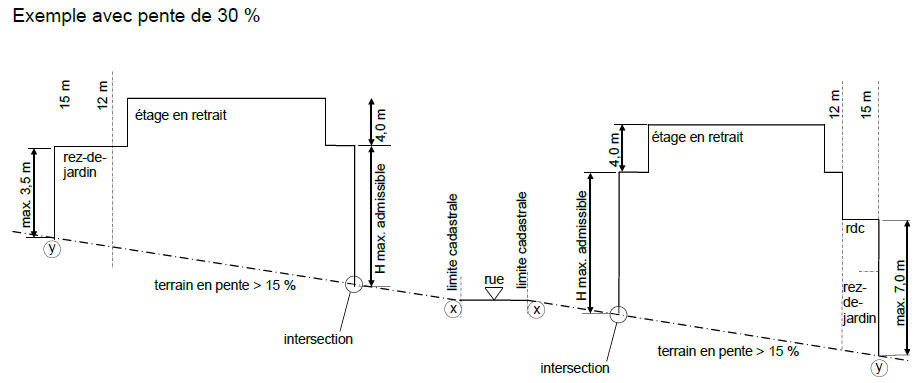


### Art. 21.6.2 Rue en amont

Pour les constructions situées dans des terrains avec une pente en aval par rapport à la rue et supérieure ou égale à 15%, la hauteur de l’acrotère ou de la corniche est mesurée dans l’axe de la construction depuis l’intersection du bas de la façade avec le terrain naturel existant. La hauteur maximale admissible pour ces constructions est à prendre dans les zones respectives. Le niveau du rez-de-chaussée peut être inférieur à 0.50m par rapport à la rue.

Au-delà des 12m de profondeur, la construction peut atteindre une profondeur de 15m sans toutefois dépasser le terrain naturel existant sur une hauteur de 7.00m.





## Art. 21.7 Rez-de-jardin

L'installation de logements ou de pièces d'habitation en sous-sol est interdite, sauf pour les constructions dans les terrains à pente dont une façade au moins, située en dessous de l'axe desservante, est visible et complètement dégagée.

Sont considérés comme logements en sous-sol, les logements dont le sol est situé à plus de 0,50 mètre en dessous de l'axe de la rue desservante.

La profondeur des locaux d'habitation en contrebas du rez-de-chaussée, mesurée perpendiculairement à la façade postérieure, ne peut être supérieure à 7,50 mètres. L'éclairage de ces locaux doit être assuré par la disposition judicieuse de fenêtres suffisamment grandes.

## Art. 21.8 Aménagement des espaces libres et plantations

Cette article concerne les PAP QE des zones d’habitation et mixte.

Toutes les marges de reculement, en dehors des accès, emplacements, terrasses, dépendance et autres aménagements similaires, sont à aménager principalement sous forme d'espace vert.

Dans les PAP QE des zones d’habitation et les zones mixtes, une aire représentant 30 % de la surface totale du lot est non scellée et devra rester libre de toute construction. La perméabilité à l'eau de l'aire en question doit être assurée. Dans le cas d’une petite parcelle où l’application des 30% de surface devant être non scellée et rester libre de toute construction rend la parcelle inconstructible, le bourgmestre peut autoriser un pourcentage moins élevé.

Les surfaces scellées sont à réduire au minimum. Les accès des constructions, les emplacements de stationnement, les cours et les terrasses peuvent être exécutés en dur et de préférence par un matériel perméable à l'eau (pavés non cimentés, concassé naturel de carrière, gravier, pavés/dalles engazonnés ou matériaux similaires. Les places de stationnement pour voitures sont réalisées de la même manière sauf pour les emplacements pour personnes à mobilité réduite.

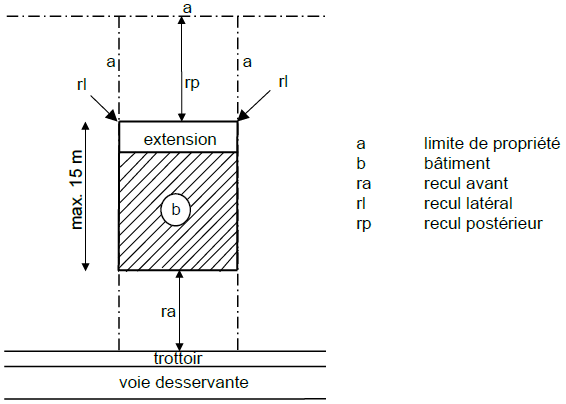
Les eaux de précipitations originaires des surfaces consolidées et des toitures pourront être évacuées moyennant un puits perdu/puits d'infiltration ou système similaire. L'infiltration des eaux de pluies dans le sol doit être déterminée, soit par des puisards ou des étangs en fonction des couches géologiques et en évitant que les eaux pluviales concentrées ne s'écoulent sur les terrains limitrophes.

Si la limite postérieure de la parcelle est marquée par un élément vertical imposant de type mur de soutènement, le bourgmestre peut imposer que celui-ci fasse l’objet d’un aménagement particulier.

## Art. 21.9 Agrandissement de la construction existante

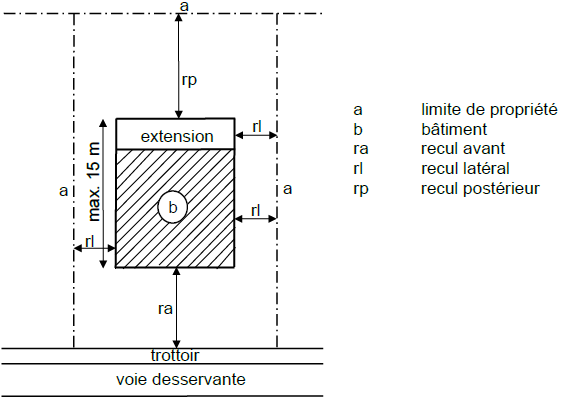
En cas d’agrandissement d’une construction existante, les cas de figure suivants sont à respecter:

1. La construction existante n’accuse aucun recul sur les limites latérales



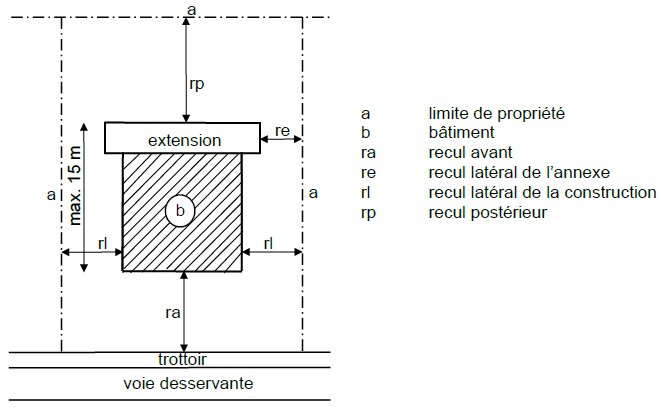
* L’agrandissement de la construction peut s’étendre sur toute la largeur de la construction principale existante,
* Le recul postérieur prescrit pour la zone devra être respecté.

La construction existante accuse un recul sur la limite latérale inférieur au recul latéral prévu pour la zone



* L’agrandissement de la construction peut s’étendre sur toute la largeur de la construction principale existante,
* Le recul postérieur prescrit pour la zone devra être respecté.

La construction existante accuse un recul sur la limite latérale supérieure au recul latéral prévu pour la zone



* L’agrandissement de la construction existante peut dépasser la largeur de la construction existante, en respectant toutefois le recul latéral minimal prévu pour la zone,
* Le recul postérieur prescrit pour la zone devra être respecté.

## Art. 21.10 Terrasse au-delà de la façade postérieure

La toiture de la partie du rez-de-chaussée/rez-de-jardin au-delà de la façade postérieure peut être aménagée en terrasse, à condition qu’il n’y ait pas de vues directes ou indirectes sur les propriétés voisines. Seuls les pares-vue translucides sont autorisés.

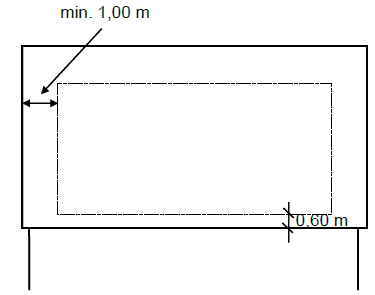
Le dépassement du sous-sol au-delà de la façade postérieure de l’immeuble doit être recouvert d'une surface végétale d'au moins 0,30 mètre d’épaisseur ou il peut être aménagé en terrasse d’une profondeur maximale de 4,00 mètres.

Les terrasses aménagées dans le recul postérieur qui dépassent le niveau du terrain existant de 1,00 mètre au maximum peuvent avoir une profondeur de 4,00 mètres au maximum à partir de la façade postérieure.

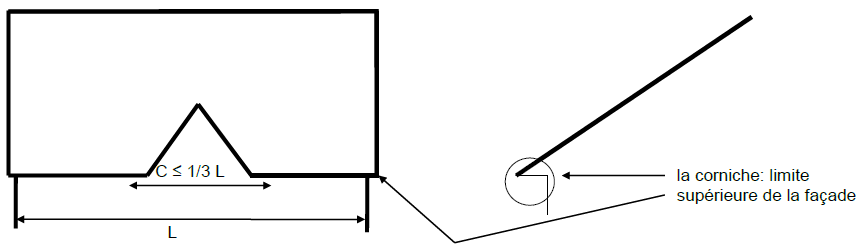
## Art. 21.11 Superstructure, lucarne et corniche

Dans les zone d’habitation et mixte, les ouvertures, lucarnes, loggias ou ouvertures similaires dans la toiture en vue d’une meilleure exploitation fonctionnelle des combles sont autorisées. Ces ouvertures doivent être implantées dans la toiture de manière à s’intégrer harmonieusement dans le tissu bâti existant. L’ouverture de ces toitures doit être implantée avec un recul minimal de 1,00 mètre des limites latérales, des arêtes et des noues de la toiture et 0.60 mètre de la corniche. Cette distance peut être réduite pour les maisons en bande dont la largeur est inférieure à 6,00 mètres. Pour des raisons de hauteur intérieure insuffisante par rapport aux prescriptions, la distance entre l’ouverture et le faîte peut être réduite. Lorsqu’une lucarne existante n’accuse aucun recul sur la limite latérale, la lucarne projetée sur la propriété voisine peut s’accoler à cette lucarne sans devoir respecter un recul.

L'implantation des ouvertures, lucarnes, loggias ou ouvertures similaires aménagées dans la toiture est définie dans le dessin ci-après, à l'intérieur de la ligne pointillée :



Pour les toitures à un ou plusieurs versants, la corniche peut être interrompue sur 1/3 de la longueur de la façade (L) au maximum. Dans les maisons en bande d’une largeur inférieure à 8,00 mètres, cette interruption peut atteindre la moitié de la longueur de la façade.



La saillie de la corniche principale a 0,50 mètre au maximum.

A l’exception des conduits de cheminée et de ventilation, des éoliennes domestiques ainsi que des dispositifs permettant l’installation d’un échafaudage mobile pour l’entretien des façades, les superstructures pour les ascenseurs et les équipements de conditionnement d’air et autres installations techniques, doivent se trouver à l’intérieur du gabarit du toit. Pour des raisons techniques, de telles superstructures peuvent dépasser le toit de 1,50 mètre.

Dans les toitures plates et à une pente des coupoles et des lanterneaux sont autorisés.

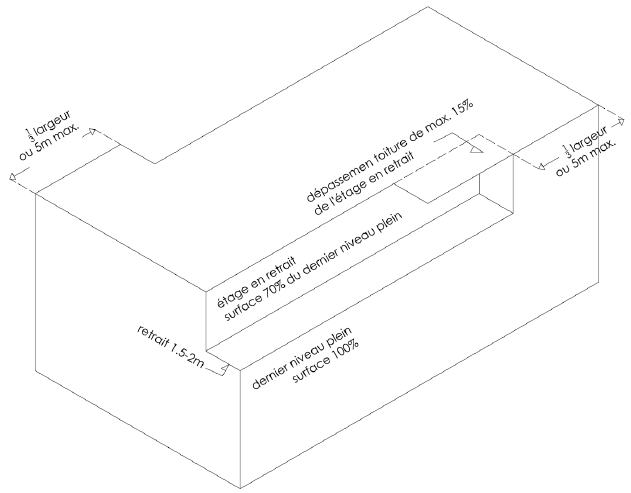
## Art. 21.12 Etage en retrait

L'étage en retrait peut couvrir 70% de la surface du dernier niveau plein. Les espaces couverts peuvent être augmentés de 15% de plus que l’étage en retrait.

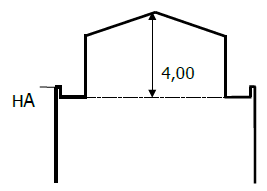
Pour une maison unifamiliale, les retraits doivent avoir un recul de 1,50 mètre au minimum par rapport au plan de la façade avant et arrière.

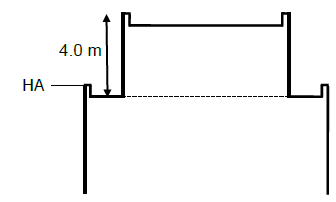
Pour une maison bi-familiale et plurifamiliale, les retraits doivent avoir un recul de 2,00 mètres au minimum par rapport au plan de la façade avant et arrière.

1/3 de la largeur de la façade, mais 5,00 mètres au maximum, peut être aligné au plan de la façade côté rue et arrière.



L'étage supérieur en retrait a une toiture à deux pentes, plate ou à une pente de 20 degrés au maximum. L’étage en retrait et la toiture peuvent avoir une hauteur totale maximum de 4,00 mètres, acrotère compris, mesurée à partir du plancher sur la dalle du dernier étage.





Les retraits peuvent être aménagés en toiture-terrasse sans préjudice d'autres dispositions légales. Le garde-corps d'une toiture-terrasse doit être de style léger et peut dépasser la hauteur de l'acrotère tout en se situant à l’arrière de l’acrotère. Aucune saillie n'est autorisée, ni sur l'acrotère, ni sur le plan de la façade. Une toiture-terrasse en limite doit avoir obligatoirement une séparation légère (pare-vues) sur la limite latérale de la propriété d'une hauteur minimale de 1,80 mètre.

Le garde-corps d'une toiture-terrasse doit être de style léger et peut dépasser la hauteur de l'acrotère tout en se situant à l’arrière de l’acrotère. La hauteur totale est fixée à 1.20 mètre au maximum à mesurer depuis le niveau fini de la toiture.

## Art. 21.13 Emplacement de stationnement, garage et car-port

Pour toute construction d’emplacements de stationnement, de garages ou de car-ports, il y a lieu de veiller à une intégration harmonieuse dans le site.

Les garages, les car-ports et les emplacements de stationnement ne peuvent en aucun cas servir à des fins d’habitation ou à l’exercice d’une activité professionnelle.

Une seule porte de garage est autorisée dans la façade avant ou dans la façade latérale. La largeur de la porte de garage est de 5,00 mètres au maximum.

Tout accès carrossable à une voie publique ouverte à la circulation automobile est soumis pour autorisation. Il est notamment interdit d'aménager des accès pour véhicules aux abords des angles de rues.

L’aménagement d’une rampe d’accès au stationnement en sous-sol est autorisé dans le recul avant ou dans un seul recul latéral. Cet accès devra avoir une largeur libre minimale de 4,00 mètres. Lorsque la rampe d’accès se situe dans le recul latéral, celui-ci peut dépasser la limite postérieure du gabarit principal du rez-de-chaussée (profondeur 15,00 mètres) de maximum 4,00 mètres.

Les emplacements à l’extérieur, sur les terrains privés, sont aménagés avec des matériaux perméables sauf pour les emplacements pour personnes à mobilité réduite.

### Art. 21.13.1 Maison unifamiliale

Pour les maisons unifamiliales, au moins un emplacement est à prévoir à l’intérieur de la construction principale et/ou dans un garage dans le recul latéral. Le deuxième emplacement est à prévoir dans le recul avant ou latéral de la parcelle concernée.

Les emplacements de stationnement, garages et car-ports sont autorisés dans un seul recul latéral.

Les garages et car-ports ne sont pas autorisés dans le recul avant.

Les emplacements de stationnement, garages et car-ports ne sont pas autorisés dans le recul postérieur. Sauf dans les deux cas suivants:

* une servitude de passage existante permette le passage de véhicules en limite arrière des par-celles,
* la limite postérieure de la parcelle est aux abords d’une rue existante.

Aucun accès principal à un garage n’est autorisé dans la façade postérieure de la construction.

L’aménagement d’une terrasse sur la toiture d’un garage dans le recul latéral est autorisé à condition de respecter les reculs latéraux règlementaires.

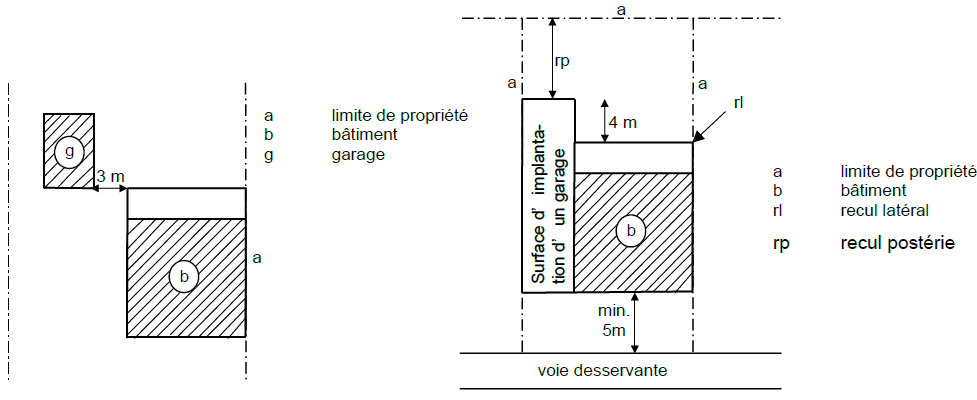
Pour toute construction de garages et car-ports les prescriptions suivantes doivent être respectées:

* la hauteur à la corniche est de 3,00 mètres au maximum et la hauteur au faîte est de 4,50 mètres au maximum,
* la largeur de la porte de garage est de 5,00 mètres au maximum.

Pour toute construction d’emplacement, de garages et car-ports dans un recul latéral les prescriptions supplémentaires suivantes doivent être respectées:

* la profondeur du garage ou car-port est de 12,00 mètres au maximum,
* le recul par rapport au domaine public est de 5,00 mètres au minimum,
* le recul postérieur du garage ou car-port est de 9,00 mètres au minimum par rapport à la limite de la zone urbanisée ou destinée à être urbanisée,
* une distance de 3,00 mètres au maximum est autorisée entre la construction principale et le garage ou car-port,
* La profondeur peut dépasser la limite postérieure du gabarit principal du rez-de-chaussée (pro-fondeur 15,00 mètres) de maximum 4,00 mètres,

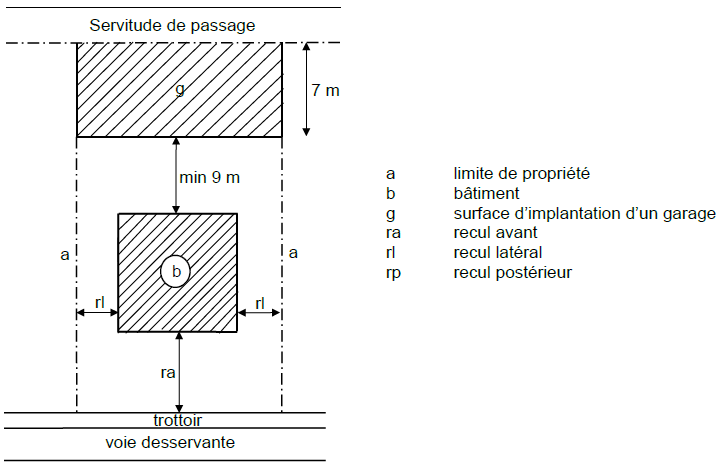
Les schémas ci-dessous illustrent ces propos:



Pour toute construction d’emplacement, de garages et car-ports dans le recul postérieur les prescriptions supplémentaires suivantes doivent être respectées:

* une servitude de passage existante ou une voie publique permet le passage de véhicules en limite arrière des parcelles,
* la superficie du garage est de 20,00 mètres carrés au maximum,
* le garage doit être implanté dans une bande maximale de 7,00 mètres mesurée depuis l’intersection entre le fond de la parcelle et la servitude respectivement la voie publique.
* une distance de 9,00 mètres au minimum doit être garantie entre la construction principale et le garage,

En cas de construction d’un garage, car-port dans le recul postérieur, une seule dépendance Erreur ! Source du renvoi introuvable. est autorisée.



Pour les maisons unifamiliales, l’ouverture de l’accès carrossable ne peut pas dépasser 30% de la longueur totale de la parcelle. En cas d’un seul accès carrossable, une ouverture de l’accès carrossable d’une largeur de 3.50 mètres sur rue est garantie. La largeur de l’ouverture de l’accès carrossable ne peut pas dépasser 6,00 mètres.

En cas de construction d’un garage, car-port ou emplacement dans le recul latéral, un accès supplémentaire peut être aménagé. Dans ce cas, la largeur de l’ouverture de l’accès ne peut pas dépasser 50% de la longueur totale de la parcelle sans toutefois dépasser 8,00 mètres.

Maximum deux accès carrossables avec une largeur minimale de 3,00 mètres par accès, sont permis. Dans le cas de maisons jumelées ou en bande, les accès carrossables doivent être contigus.

Pour les quartiers spécifiques:

Dans les quartiers spécifiques ; « Cité Kauffman », « Cité Grand-Duc Jean », « Cité Fenkelbierg », et la « Cité Frisoni » un garage ou un car-port est autorisé dans le recul latéral uniquement. Dans la « Cité Frieden », aucun garage ni car-port n’est autorisé dans les reculs. Dans la « Cité 2000 », les garages existants doivent être maintenus et ils pourront être agrandis sur une profondeur maximale de 10,00 mètres, à condition de respecter le recul postérieur réglementaire. Les garages supplémentaires et les car-ports sont interdits.

### Art. 21.13.2 Maison bi- familiale et plurifamiliale

Pour les immeubles à plusieurs logements, un accès carrossable d’une largeur de 4,50 mètres au maximum, mesuré à la limite de la parcelle bordant le domaine public, peut être aménagé.

Tous les emplacements de stationnement doivent être aménagés à l’intérieur de la construction et de préférence au sous-sol.

L’aménagement d’emplacements de stationnement est interdit dans les marges de reculement antérieures et latérales, sauf pour les besoins des commerces, services et affectations similaires,

L’aménagement d’emplacements de stationnement est interdit dans le recul postérieur.

Aucune porte de garage dans la façade postérieure n’est autorisée.

Au-delà de l’ouverture de l’accès carrossable et de l’accès piétonnier, une bordure infranchissable est obligatoire. L’ouverture de l’accès carrossable et de l’accès piétonnier ne peuvent être cumulée. Un objet ou une bordure infranchissable doit séparer ces deux ouvertures.